

Protégeons les salarié·es pour une presse libre et indépendante

Ce jeudi 18 juin, les salarié·es des métiers de la presse se sont mobilisés à Paris à l'appel de l'intersyndicale pour alerter sur une hémorragie sociale qui menace directement le droit à l'information. Le Parti communiste français leur a apporté son plein soutien.

Depuis mars, 638 suppressions de postes ont été annoncées dans la presse. Derrière ce chiffre, il y a des journalistes, des secrétaires de rédaction, des photographes, des maquettistes, des graphistes, des personnels administratifs, commerciaux, techniques, de distribution et d'impression. Il y a surtout une réalité démocratique : chaque emploi supprimé, c'est moins d'enquêtes, moins de vérification, moins de présence sur le terrain, moins de pluralisme, moins d'information utile aux citoyennes et aux citoyens.

Défendre la liberté de la presse en 2026, c'est continuer d'agir pour Christophe Gleizes, journaliste français emprisonné en Algérie, et pour tous les journalistes détenus, menacés ou poursuivis dans le monde pour avoir enquêté, rencontré leurs sources, documenté des conflits, révélé des atteintes aux droits humains ou simplement cherché à établir les faits.

Défendre la liberté de la presse en 2026, c'est aussi regarder en face les menaces qui pèsent sur l'information dans nos propres démocraties : concentration des médias, précarisation des métiers, pressions économiques, dépendance aux plateformes numériques, développement non encadré de l'intelligence artificielle.

Les choix de groupes financiers traitent l'information comme une marchandise ordinaire, par la concentration des médias entre les mains de quelques milliardaires, par la recherche permanente de rentabilité, par l'affaiblissement de la distribution et par la multiplication de statuts précaires qui dégradent les conditions de travail de celles et ceux qui produisent l'information.

Le PCF salue les combats menés par les organisations représentatives de la profession. Leur mobilisation rappelle une exigence simple : il n'y a pas de presse libre sans journalistes, sans rédactions, sans travailleurs et travailleuses de la presse protégés, reconnus, correctement rémunérés et indépendants. Il n'y a pas de presse libre sans distribution sur l'ensemble du territoire. A ce titre le PCF soutient la mobilisation des coopératives CPMM à Marseille et Oyé distribution à Lyon dont l'existence est indispensable à l'accès à la presse pour tous et partout.

Le PCF refuse que l'intelligence artificielle serve de prétexte à supprimer des emplois, à standardiser les contenus, à affaiblir les droits d'auteur, à menacer la protection des sources ou à remplacer le travail journalistique par des productions automatisées opaques. L'enjeu n'est pas de refuser

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2557 – Jeudi 25 juin 2026

l'innovation technologique, mais de garantir qu'elle ne se fasse pas au détriment de l'emploi, de la qualité de l'information, de la vérification des faits et de l'indépendance éditoriale. Une démocratie ne se renforcera jamais en remplaçant des journalistes par des algorithmes.

La liberté de la presse est aussi indissociable du combat pour l'égalité. Les femmes journalistes demeurent confrontées à des discriminations de carrière, à des violences sexistes et sexuelles, ainsi qu'à un harcèlement massif lorsqu'elles prennent la parole dans l'espace public ou sur les réseaux sociaux.

Défendre les métiers de l'information, c'est aussi défendre l'égalité professionnelle, la dignité au travail et la protection de toutes celles et ceux qui exercent ce métier.

La liberté de la presse n'est pas un privilège accordé aux journalistes. Elle est un droit fondamental des citoyennes et des citoyens. Elle permet à chacune et chacun d'accéder à une information fiable, de se forger une opinion libre et de participer pleinement à la vie démocratique. Sans information libre, il n'y a pas de véritable délibération collective. Il n'y a pas de contrôle du pouvoir. Il n'y a pas de citoyenneté pleinement exercée.

Le PCF appelle le gouvernement à sortir du silence et à réunir sans délai une table ronde nationale avec les syndicats, les éditeurs, les représentants des rédactions, les parlementaires et les acteurs de la distribution. L'urgence est de stopper la casse sociale et de garantir les moyens d'une presse vivante, pluraliste et indépendante.

Nous proposons :

- un moratoire immédiat sur les suppressions de postes dans les groupes de presse ;
- une loi anti-concentration pour empêcher la mainmise des milliardaires et des groupes industriels ou financiers sur l'information ;
- la réorientation et le développement des aides à la presse vers les médias indépendants, les titres à faibles ressources publicitaires, la presse d'opinion, les médias locaux et associatifs via la création d'un fonds de développement d'une presse pluraliste, financé notamment par une contribution des GAFAM, qui captent une part massive de la valeur produite par le travail journalistique ;
- la garantie d'un financement pérenne, indépendant et suffisant du service public de l'audiovisuel, de l'AFP et

Suite page 3

Un congrès au pas de course

Le Congrès Départemental de la Fédération des Landes du PCF s'est tenu ce samedi 20 juin dans la salle des fêtes de Labatut avec la chaleur, heureusement la salle était climatisée.

Quarante-cinq délégués ont participé à ce 43^{ème} congrès départemental où pratiquement toutes les sections étaient plus ou moins représentées. Il s'est déroulé dans une bonne ambiance et au pas de charge vu l'ordre du jour.

A partir de 8 h 30, nous avons été accueillis par les camarades de la section de Pouillon Arrigan avec le café et les viennoiseries avant de commencer nos travaux.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, notre camarade et ancien maire de Misson, **Bernard MAGESCAS** a fait une présentation de la section et de la commune de Labatut, lieu de notre Congrès.

Le Secrétaire Départemental Alain BACHÉ a fait une introduction succincte sur la situation internationale et nationale et sur les échéances que nous allons avoir en 2027, avec les élections présidentielles.

Avant d'examiner et voter les amendements, certains camarades ont dits qu'ils étaient favorables aux textes alternatifs que cela était émancipateurs pour les travailleurs et qu'un seul document cela est trop hiérarchisé et délégataire.

Marc BRUNEAU était l'animateur, pour l'examen des amendements sur la base commune qui avait obtenu 61,38% des voix au niveau national. Cette séquence a duré toute la matinée et la 1^{ère} heure de l'après-midi. La section de Dax-Sud n'a pas pu envoyer ces amendements en temps et en heure, mais ils ont été pris en compte dans les débats et votés.

Quatre vœux ont été proposés et retenus.

Tous les amendements retenus environ 50 ont été examinés et pour certains reformulés. Quelques-uns n'ont pas été retenus car cela enlevait de la cohésion au texte.

La pause déjeuner à 13h, sous forme de repas partagé, a été bien appréciée et conviviale.

Nous avons eu un débat de plus d'une heure sur les élections présidentielles. Les débats ont été très divers sur la position du parti et quel rôle nous devons jouer dans ces élections.

Beaucoup de camarades pensent que nous sommes pris en étau avec les annonces déjà faites par



certain candidats. Le fait que le parti ne soit pas représenté pourrait nous affaiblir car nous n'aurions plus aucune visibilité. Pourtant, face au danger de l'extrême-droite, il y a nécessité de se rassembler à gauche. Il faut absolument travailler avec un débat interne et toutes nos bases pour construire un programme, le choix de la candidature se posera après. Certains sont hostiles à la candidature de Mélenchon qui crée

un clivage identitaire avec un discours rationnel. Aujourd'hui la gauche représente 30% de l'électorat, il faut aller chercher les abstentionnistes. Nous avons un affaiblissement du Parti et des Organisations Syndicales et également dans les milieux populaires suite à l'élection de Hollande.

Le débat n'est pas aussi clair que cela, les communistes doivent tout mettre en œuvre pour une candidature qui soit consensuelle et en rupture avec les politiques actuelles.

Le Congrès National qui se tiendra les 3, 4 et 5 juillet à Lille, devra avoir un débat sur les présidentielles et sur la stratégie que nous devrions avoir pour ou contre une candidature communiste et avec quel programme. La seule alternative qui prévaut aujourd'hui c'est d'empêcher l'extrême-droite d'arriver au pouvoir et la solution c'est l'unité à gauche.

Après ce débat très intéressant et complexe à la fois, **Christian GONZALES** nous a présenté un état financier. Au 31 décembre 2025, nous avons 514 adhérents avec une progression d'environ une vingtaine par rapport à 2024.

Une constatation, le nombre d'abonnements aux Landes Républicaines n'est pas suffisant, on devrait se rapprocher du nombre d'adhérents.

La nouvelle équipe devra avoir un plan de travail sur l'augmentation de nos adhérents et de la cotisation pour essayer d'atteindre le 1% tel que le préconise nos statuts.

L'état financier a été adopté à l'unanimité.

La dernière partie de notre Congrès animée par Alain BACHÉ portait sur notre orientation politique et l'élection de la nouvelle direction départementale.

Si au niveau départemental nous voulons être plus lisible et plus fort, nous devons réfléchir à un nouvel aménagement de notre fédération avec un responsable à l'organisation.

Cela demande d'avoir des finances stables et pérennes pour assurer un avenir serein à la nouvelle

équipe et au parti.

Nous devons penser également au rajeunissement et à la féminisation élément incontournable au regard de notre document de congrès.

Nous devons nous prononcer pour une candidature au Conseil National, nous proposons celle de Sébastien MENESPLIER. Certains camarades se posaient des questions sur cette candidature tout en reconnaissant les compétences de ce camarade, d'autant qu'il n'habite pas dans les Landes. Des éléments ont été apportés, en sachant que c'est Fabien ROUSSEL qui l'a sollicité.

Nous avons un problème pour faire venir les camarades qui siègent au Conseil National, avec cette candidature nous aurons plus de liens et de présences à nos instances.

Nous avons trois camarades qui vont participer du 3 au 5 juillet 2026 à Lille au Congrès National.

Dernier point : présentation de la nouvelle liste pour le Conseil Départemental, la section de Dax-Nord a été étonné de n'avoir aucun camarade retenu alors qu'elle a fait deux propositions. Après débat il a été décidé de retenir les deux candidatures. Le nouveau Conseil Départemental devra avoir une réflexion sur une section sur le Pays Dacquois avec la présence de tous les adhérents des deux sections de Dax-Nord et Sud.

Sur ces trois points, candidature au CN, Participation au Congrès National, Nouveau Conseil Départemental les votes ont été adoptés à la majorité.

L'association « osons le train » demande à être reçue très prochainement par le Conseil Départemental.

Nouvelle équipe au Conseil Départemental :

BACHÉ Alain	Mont-de-Marsan
BOISSIER Alain	Dax-Nord
BROUSTEAU Franck	Tyrosse-Soustons
BRUNEAU Marc	Mont-de-Marsan
CALLADO Paul	Mont-de-Marsan
CLOUTOUR Alain	Morcenx
DELAVOIE Damien	Pouillon Arrigan
DESTENABE Fusilha	Tyrosse-Soustons
ESCAFFRE Élodie	Mont-de-Marsan
EYRAUD Alain	Dax-Sud
FAUDEMÉR Laure	Dax-Sud
FIGUERES Isabelle	Tyrosse-Soustons
FRITSCH Margaux	Mont-de-Marsan
GONZALES Christian	Seignanx
HUBERT Séverine	Dax-Sud
LASSERRE Christian	Amou
LESPERON Vincent	Pays Tarusate
LUCAS Philippe	Bas-Armagnac
MABILLET Marc	Seignanx
MAGESCAS Bernard	Pouillon Arrigan
MAGESCAS Jean-Robert	Amou
MARE Dominique	Dax-Nord
PERIMONY-BENASSY Martine	Seignanx
POTET Michelle	Mont-de-Marsan
SERRA André	Dax-Sud

Nous avons **7 nouvelles candidatures et 8 femmes**, nous savons que nous avons du travail pour atteindre la parité. Ce devra être le travail de la nouvelle équipe pour féminiser encore plus notre Conseil Départemental. ■

des outils publics d'information ;

- la mutualisation et le renforcement des outils d'impression, de distribution et de diffusion afin d'assurer l'accès de toutes et tous à la presse sur l'ensemble du territoire ;

- une répartition des aides à la distribution pour consolider l'ensemble de la filière

- une mutualisation des livraisons de marchandises réglementées (pharmacie, librairie, tabac, jeux...) avec les flux de presse afin d'assurer la pérennité de la distribution

- la création d'un Conseil national des médias associant élu·es, professionnel·les du secteur, salarié·es et usager·es, chargé de garantir le pluralisme, la liberté d'information et l'indépendance des rédactions ;

- la présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'IA comme le propose la proposition de loi soutenue par nos parlementaires et un encadrement strict de l'usage de l'intelligence artificielle dans les médias : transparence des usages, accord collectif préalable, protection des emplois et des métiers, respect du droit d'auteur, protection des sources, contrôle humain obligatoire et interdiction de substituer des contenus automatisés au travail journalistique.

À l'heure où certains cherchent à discréditer systématiquement les médias, où les réseaux sociaux favorisent la diffusion massive de fausses informations et où les logiques économiques fragilisent l'indépendance de la presse, il est de notre responsabilité de réaffirmer avec force que l'information est un bien commun.

Soutenir les salarié·es de la presse aujourd'hui, ce n'est pas défendre une profession isolée : c'est défendre le droit de toutes et tous à une information libre, pluraliste, vérifiée et indépendante des puissances d'argent.

Parce qu'il n'y a pas de démocratie vivante sans presse libre.

Parce qu'il n'y a pas de presse libre sans journalistes protégé·es et indépendant·es.

Parce qu'il n'y a pas de République forte sans débat public éclairé.

Le Parti communiste français a appelé ses militant·es, ses élu·es et l'ensemble des forces démocratiques à soutenir la mobilisation de ce 18 juin et à faire de la défense de la presse un grand combat national. ■

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP.....VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

Fête des Pins 4 et 5 juillet 2026 Parc de la Nature TARNOS

SAMEDI 4 JUILLET

18 h - Débat « **Cuba et l'impérialisme américain** » avec Jean Querbes, membre du PCF, ancien député européen



20 h - Repas Moules/Frites

22 h 30 - Soirée Podium Master - DJ Julien

DIMANCHE 5 JUILLET

11 h - Débat « **Quel programme pour 2027** »

13 h - Banquet populaire avec animation musicale avec Afrolandais

Seront présents :

La librairie de la Renaissance, stand Cuba, initiation aux jeux d'échecs et de dames, le MRAP et le Mouvement de la Paix, LSR (Loisirs Solidarités Retraités de la CGT)...

Organisons de tout le département du covoiturage pour venir à la Fête des Pins et contribuer à son succès.



Pour populariser notre fête des pins, les bons de soutien sont à placer en nombre.

Prenez contact avec les communistes de vos sections pour en acheter. ■

Le billet de Gérard Streiff

Une bonne affaire

La guerre, c'est d'abord une bonne affaire. C'est ce que confirme l'actuel salon Eurosatory à Paris Nord-Villepinte. Les marchands de canons ne sont plus les seuls à s'y exposer, les grandes banques et les agences financières y ont désormais toutes déployé leur stand, à la queue-leu-leu, BNP Paribas, Crédit agricole, BPCE, Société générale, Banque postale, Bpifrance, etc., etc. La guerre fait saliver nos banquiers-mercenaires. Rien de neuf sous le soleil. Le camarade Rabelais nous disait déjà, il y a bien cinq siècles : « Les nerfs des batailles sont les pécunes. » ■

Gnacs et Chacailles

TOTAL-ENERGIES CARBURE AU PROFIT

...J'ai lutté longtemps/ Indéfendables empoisonneurs d'enfants/ L'or noir détruit chez nous tout autant/ Que là-bas chaque jour il rapporte de l'argent/ J'ai lutté longtemps.../ Empoisonneurs d'enfants !/ L'or noir détruit chez nous tout autant/ Que là-bas chaque jour il rapporte de l'argent... Extrait de la chanson « L'or noir » interprétée en 2015 par Danakil (groupe de reggae français, originaire de Marly-le-Roi). Total-Énergies multinationale à base française qui extrait du pétrole et du gaz, le transforme et le commercialise, développe aussi des activités de trading, c'est-à-dire de spéculation, en bloquant, ses propres cargaisons en mer selon la fluctuation des prix pour grossir ses profits ou, juste avant le déclenchement de la guerre américano-israélienne, acheter à bas prix des tonnes de pétrole revendu plus tard à un tarif élevé, avec des milliards d'€ de bénéfice net, tandis que pour aller au travail avec leur voiture, nombre de salariés, artisans, infirmières, taxis, paysans, s'appauvrissent par le prix du carburant de plus en plus élevé. Le transfert d'une partie du salaire ouvrier, paysan ou d'artisans vers Total est de plus en plus important sans que le pouvoir n'y trouve à redire. L'organisation de la concurrence est si bien faite au profit de la multinationale que les médias comparent les prix avec d'autres stations-service et d'autres distributeurs. Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'en général il s'agit du même pétrole et des mêmes carburants fournis par Total, mais à un prix plus élevé. Ils pompent à la fois les ressources de stations-service concurrentes et l'utilisateur d'une automobile ou d'un tracteur. L'aide de l'État sert, non pas à alléger la facture des particuliers, mais permet à Total de continuer à pratiquer ses prix exorbitants. Des actions populaires, relayées par les groupes de gauche au Parlement, se développent pour une taxation des immenses profits de Total-Énergies qui dépassent 18 milliards d'€. Ce combat comme celui du blocage des prix des carburants devrait s'amplifier. Des parlementaires communistes et du groupe Insoumis à l'Assemblée Nationale, déposent des textes et agissent pour la nationalisation. Le parti communiste a organisé un rassemblement au siège de Total devant l'assemblée générale des actionnaires du groupe. La nationalisation doit être une appropriation sociale, démocratique et citoyenne et non servir un capitalisme d'état. Mais dès qu'on parle de nationalisation, les économistes libéraux, avocats du grand capital, les partis de droite et d'extrême droite, le gouvernement et ceux qui, du macronisme à la droite du PS, se disputent pour être candidats au trône présidentiel, lèvent les bras au ciel et crient que cela coûterait cher. La capitalisation boursière de Total est de 180 milliards d'€ et pour nationaliser les libéraux disent qu'il faudrait déboursier 220 à 250 milliards d'€. La gauche chiffre l'indemnisation des actionnaires à 70 milliards d'€, ce qui est supportable quand on sait que Total-Énergies leur a distribué 100 milliards d'€ de dividendes ces dix dernières années. Ce sont majoritairement des capitalistes nord-américains qui détiennent Total (soit 40 %) et 26 % de Français. Le reste de l'actionariat est dispersé. L'État français continue d'être actionnaire pour moins de 2 %, les salariés pour près de 8 %. Énoncer et valider les chiffres de remboursement des actionnaires revient à ne gagner aucune majorité populaire pour un tel projet. Pourquoi ne pas montrer que ce sont les travailleurs de Total et les usagers qui ont déjà largement engraisé les actionnaires et que cela suffit. Sortir du capitalisme et permettre la prise de pouvoir des travailleuses et travailleurs de toutes disciplines sur l'objet de leur travail, le sens de celui-ci, son contenu et ses objectifs, est un enjeu de civilisation. Que truca a la pòrta (Il frappe à la porte). ■

Roger La Mougne